

ALGÉRIE

Tableau 1 2019

Population, en millions	42,7
PIB, en milliards de dollars courants	206,3
PIB par habitant, en dollars courants	4 834
Taux de pauvreté sur la base du seuil national ^a	5,5
Taux de pauvreté sur la base du seuil international (1,9 dollar) ^a	0,5
Taux de pauvreté sur la base du seuil fixé pour les pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure (3,2 dollars) ^a	3,9
Indice de Gini ^b	27,6
Taux de scolarisation, primaire (% brut) ^c	111,8
Espérance de vie à la naissance, années ^c	76,5

Source : Indicateurs du développement dans le monde, Macro Poverty Outlook, et données officielles.

Notes :

(a) Valeur la plus récente (2011).

(b) Valeur la plus récente tirée des Indicateurs du développement dans le monde (2017)

(c) Valeur la plus récente tirée des Indicateurs du développement dans le monde (2017)

Au terme d'une année marquée par l'incertitude politique et des troubles sociaux ayant entraîné la décélération de l'activité économique, Abdelmadjid Tebboune a remporté l'élection présidentielle de décembre 2019. En 2020, l'épidémie de COVID-19 ralentira la consommation et l'investissement, et la chute des prix du pétrole réduira les recettes budgétaires et les recettes d'exportation. Le nouveau gouvernement a la lourde tâche de maintenir la stabilité macroéconomique, de faire face à la crise de santé publique et de poursuivre les réformes structurelles.

Évolutions récentes

La croissance du PIB s'est ralentie pour s'établir à 0,9 % en 2019, contre 1,4 % l'année précédente. Le secteur pétrolier a enregistré une contraction moyenne moindre dans les neuf premiers mois de 2019 par rapport à l'année précédente (-4,3 % contre -6,4 % en 2018). Parallèlement, la croissance de l'activité hors hydrocarbures a atteint 2,6 % au cours de la même période, en baisse par rapport à 3,3 % en 2018.

Du côté de la demande, l'augmentation de l'investissement et la consommation publics a soutenu l'activité économique, mais les troubles sociaux et l'incertitude politique ont freiné la croissance de la consommation privée, qui a atteint en moyenne 1 % au cours des trois premiers trimestres de 2019, contre 1,4 % en 2018. Ces évolutions se sont reflétées du côté de l'offre avec un ralentissement de la croissance dans les secteurs de la construction, de l'agriculture et des services commerciaux.

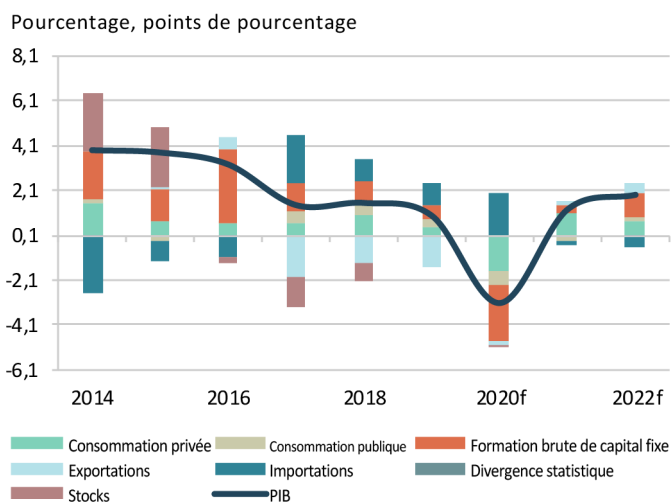
Sur le plan extérieur, les importations de produits ont diminué de 9,5 % en 2019, pour atteindre 24,3 % du PIB, ce qui correspond à la baisse de la consommation intérieure et aux politiques de restriction des importations. Les exportations de produits ont reculé au début de l'année avant de se redresser, suivant de près les cours internationaux du pétrole. Alors que les recettes d'exportation ont diminué de 13,4 %, se situant à 20,6 % du PIB, mais étant parties d'un niveau bas, le déficit du commerce des biens est revenu à 3,5 % du PIB, contre 4,4 % en 2018. Le déficit du compte courant devrait atteindre 10,2 % du PIB, contre 9,8% en 2018, et a été couvert principalement en puisant de nouveau dans les réserves internationales, qui ont été ramenées de 79 milliards de

dollars l'année précédente à 61,5 milliards de dollars fin 2019 (12,9 mois d'importations).

Au regard du plan d'action du gouvernement, le déficit budgétaire global s'est creusé pour atteindre 11,5 % du PIB, contre 9,7 % en 2018. Malgré un solde des finances publiques stable, un transfert au fonds de pension représentant 3,2% du PIB a entraîné une forte augmentation des opérations hors budget (+83 %). L'accroissement des dépenses (+6,1 % en 2019, atteignant 39,6 % du PIB) a par ailleurs compensé la hausse des recettes (+7,1 %, se situant à 32,7 % du PIB). Les dépenses courantes et les dépenses en capital ont augmenté à raison de 6,6 et 5,4 %, respectivement. Les recettes pétrolières se sont améliorées par rapport à 2018, et les recettes fiscales se sont stabilisées. Le déficit a été financé en grande partie par le système bancaire ; cela étant, plus de 70 % de la dette publique sont dus à la Banque centrale au titre des opérations de financement monétaire effectuées entre 2017 et 2019. La dette publique a augmenté en flèche, passant 45,8 % du PIB, contre 37 % en 2018. Néanmoins, l'inflation s'est ralentie, revenant à 2,7 % en 2019, contre 4,3 % en 2018, ralentissement dû à une faible augmentation des prix des produits alimentaires, des logements ainsi que des transports et des communications.

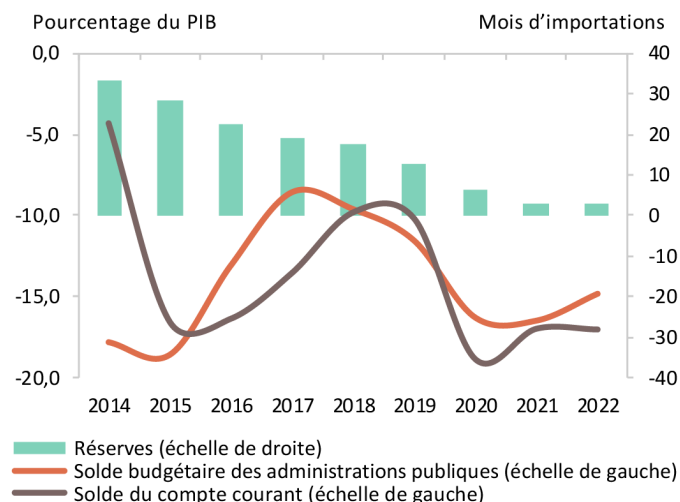
Le taux de chômage s'est stabilisé, s'établissant à 11,4 % en mai 2019. Il est plus élevé parmi les femmes et les jeunes (20,4 % et 26,9 %, respectivement). On ne dispose pas d'estimations récentes des taux de pauvreté officiels, mais les dernières estimations de 2010/2011 montrent que 5,5 % de la population était considérée comme pauvre, les régions du Sahara et de la Steppe affichant respectivement des taux de pauvreté deux et trois fois supérieurs au taux national.

FIGURE 1 Algérie / Croissance réelle du PIB et contributions à la croissance réelle du PIB



Sources : Autorités algériennes et estimations des services de la Banque mondiale.

FIGURE 2 Algérie / Double déficit et réserves internationales



Sources : Autorités algériennes et estimations des services de la Banque mondiale et du FMI.

Perspectives

L'Algérie doit faire face à un choc provoqué à la fois par une baisse de moitié des prix du pétrole, une crise de santé publique et les conséquences des bouleversements économiques à l'échelle mondiale à la suite de l'épidémie de COVID-19.

À 30 dollars le baril de pétrole en 2020, les recettes budgétaires totales de l'Algérie diminueraient de 21,2 %. Malgré la réduction des investissements publics (-9,7 %) et de la consommation publique (-1,6 %) prévue par la loi de Finances pour 2020, le déficit budgétaire augmenterait pour s'établir à 16,3 % du PIB.

Parallèlement, la baisse importante des recettes d'exportation (-51 %) entraînera un creusement du déficit commercial qui s'élèvera à 18,2 % du PIB et une détérioration du déficit du compte courant qui atteindra le niveau record de 18,8 % du PIB en 2020, malgré les mesures prises pour limiter les importations et circonscrire les effets de la faible demande intérieure. Sans l'adoption de nouvelles mesures, les réserves seraient ramenées à 24,2 milliards de dollars, soit environ 6,1 mois d'importations à fin 2020.

Les prévisions actuelles tablent sur une contraction du PIB de 3 %, ce qui correspond à un recul de la consommation et l'investissement privés, ainsi qu'à la chute des investissements publics, qui représentent 44 % de la totalité des investissements. Les mesures visant à endiguer la crise de COVID-19 comme la restriction des déplacements et des rassemblements, auxquelles s'ajoutent les fortes incertitudes économiques, décourageront la consommation et l'investis-

sement privés. La demande de services, de produits de consommation non essentiels et d'investissement privé sera en baisse, et une rupture des approvisionnements pourrait survenir.

Faute de données disponibles, il est impossible d'établir des prévisions concernant la pauvreté. Néanmoins, les possibilités de réduction de la pauvreté qu'offre l'économie sont limitées, sur fond de croissance par habitant négative et de chômage chronique. L'inflation augmenterait pour s'établir à 4 % en 2020. La rupture des approvisionnements en provenance de Chine et d'Europe en raison de l'épidémie de COVID-19, qui représentent plus de 80 % des importations algériennes, pourrait entraîner des retards et faire grimper les prix des importations. Dans le même temps, la réforme des subventions sera probablement différée.

Risques et défis

L'ampleur et la progression rapide des déficits budgétaire et courant exigent une action urgente, car la dette publique augmente, les réserves devraient s'épuiser en 2021 et des engagements hors bilan sont imminents. Les mesures passées et présentes prises par les pouvoirs publics pour tenter de régler la question du double déficit, dont les restrictions des importations ou le financement monétaire, constituent des solutions à court terme qui devraient être complétées par des réformes visant à remédier aux faiblesses structurelles de l'économie. La dépréciation du taux de change pourrait apporter une nouvelle bouffée d'oxygène.

Des cours du pétrole inférieurs aux prévisions pourraient aggraver les déficits budgétaire et courant et accélérer la perte de réserves internationales. Dans le contexte d'une limitation des emprunts internationaux prévus, les emprunts intérieurs augmenteraient, tout comme le coût des emprunts. Le recours à un financement monétaire supplémentaire pourrait engendrer des risques d'inflation.

Une propagation plus rapide de la COVID-19 dans le pays pourrait réduire encore plus la consommation et l'investissement privés, accroître les dépenses de santé publique et entraîner une baisse des recettes budgétaires hors hydrocarbures, aggravant le déficit. Le collectif budgétaire attendu pour 2020 devrait être aligné sur les priorités du gouvernement et s'attaquer à la crise actuelle. Certes, le retard apporté au rééquilibrage des finances publiques augmente le risque d'un ajustement plus marqué par la suite, mais des réductions importantes de l'investissement pourraient asphyxier la croissance hors hydrocarbures. Dans le même temps, les passifs éventuels de plus en plus importants des banques publiques ayant accordé des engagements à des entreprises publiques en difficulté ne feront que multiplier les risques budgétaires.

Les efforts visant à stimuler l'investissement privé, comme l'abrogation de la règle n° 51/49 pour les secteurs non stratégiques, seront entravés par des incertitudes nationales et mondiales. Quoi qu'il en soit, à moyen terme, il sera essentiel d'améliorer sensiblement le climat des affaires pour promouvoir l'investissement privé, en encourageant la diversification tout en renforçant la résilience et en stimulant la croissance.

TABLEAU 2 Algérie / Indicateurs des perspectives de pauvreté au niveau macroéconomique

(variation annuelle en pourcentage sauf indication contraire)

	2017	2018	2019e	2020f	2021f	2022 f
Croissance du PIB réel, en prix constants du marché	1,3	1,4	0,9	-3,0	1,1	1,8
Consommation privée	1,8	2,8	1,2	-5,0	3,0	2,0
Consommation publique	2,8	2,3	2,0	-3,1	-1,2	1,0
Formation brute de capital fixe	3,4	3,0	1,5	-6,6	1,2	3,1
Exportations, biens et services	-6,1	-4,3	-5,3	-1,0	0,7	1,4
Importations, biens et services	-7,1	-3,6	-3,7	-7,3	0,8	2,2
Croissance du PIB réel, en prix constants des facteurs	1,4	1,4	0,9	-3,0	1,1	1,8
Agriculture	1,0	5,0	0,5	2,0	1,0	1,0
Industries	4,6	4,8	3,8	-5,1	0,3	0,5
Services	0,5	0,1	0,0	-2,7	1,4	2,2
Inflation (indice des prix à la consommation)	5,6	4,3	2,7	4,0	3,0	3,0
Solde du compte courant (% du PIB)	-13,5	-9,8	-10,2	-18,8	-17,0	-17,0
Solde budgétaire (% du PIB)	-8,5	-9,6	-11,5	-16,3	-16,5	-14,8
Dette (% du PIB)	27,0	38,2	45,9	56,2	67,1	75,7
Solde primaire (% du PIB)	-7,6	-9,1	-11,0	-15,3	-14,6	-13,0

Source : Banque mondiale, Pôles mondiaux d'expertise en Pauvreté et équité et Commerce et investissement.

Notes : e = estimations, f = prévisions.